

CSA Ministériel :

- Jeudi 27 novembre 2025 -

Déclaration Liminaire

Madame la Présidente,
Madame la Secrétaire générale,

Le 5 novembre dernier, **l'UNSa Justice et l'USM** ont boycotté cette instance afin de dénoncer un contexte inacceptable !

Tout d'abord, **l'UNSa Justice et l'USM** condamnent fermement les propos injurieux, les attaques et les menaces de mort à l'encontre de personnels, qu'ils soient magistrats, fonctionnaires ou contractuels du ministère de la Justice. Si le droit de critiquer une décision de justice est légitime, porter atteinte aux personnels, c'est porter atteinte à l'État de droit, garant de nos libertés, du respect des personnes et des institutions.

Ensuite, comment passer sous silence les moyens déployés autour de l'incarcération de Nicolas SARKOZY à la maison d'arrêt de Paris-La-Santé.

En effet, des policiers de la garde rapprochée d'un ex président de la République, armés au cœur de la détention, ont été logés, à deux pas de sa cellule, UNE HONTE NATIONALE !

Ce 21 octobre constitue un point de bascule dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs. C'est aussi et surtout, un affront, une trahison du service public pénitentiaire et l'expression du mépris à l'égard des personnels pénitentiaires.

Un dispositif insensé, une folie sécuritaire, et surtout une humiliation sans précédent pour tout le corps pénitentiaire !

L'UNSa Justice et l'USM exigent du garde des Sceaux qu'il occupe sa place avec impartialité, qu'il soit garant de l'autorité judiciaire et du respect des institutions au sein du ministère de la Justice.

L'UNSa Justice et l'USM ont exigé le retrait immédiat de tout dispositif dérogatoire, la fin de la présence armée en détention et le rétablissement du droit commun afin d'assurer la sécurité des personnels à la maison d'arrêt de Paris-La-Santé, sans réponse officielle du garde des Sceaux malgré notre saisine...

Il s'agit là d'une violation de toutes les règles pénitentiaires et une insulte à notre savoir-faire et à notre professionnalisme. Cet affront, nous ne l'oublierons pas !

Par conséquent, vous reconvoquez ce jour, le CSA Ministériel du 5 novembre afin d'aborder à l'ordre du jour les deux marottes du garde des Sceaux : la création d'une direction générale de l'administration pénitentiaire et la création d'une inspection générale des services de l'administration pénitentiaire... Le tout, sans dialogue social, sans étude d'impact sérieuse, avec un rapport d'inspection tronqué et surtout à des années lumières de nos priorités et de celles des personnels, à savoir :

- **Les milliers d'emplois vacants ;**
- **La surpopulation pénale explosive ;**
- **Le manque de moyens humains et matériels dans toutes les directions du ministère ;**
- **Le manque d'attractivité et de reconnaissance de nos métiers ;**
- **Les outils informatiques indécentes qui génèrent des erreurs procédurales...**

Alors quand l'ambivalence se mêle à l'incohérence, **l'UNSa Justice et l'USM** souhaitent insister sur l'essentiel : le projet de budget 2026.

Bien qu'en augmentation de 3 %, il ne permettra pas de faire face aux difficultés actuelles de l'administration pénitentiaire. La réalité est implacable : plus de 4 000 postes sont vacants, et seulement 855 créations réelles sont annoncées.

Ce décalage abyssal entre les besoins et les moyens traduit une politique de sous-effectif chronique qui fragilise l'ensemble des établissements et structures.

À cette pénurie de personnels s'ajoute une violence quotidienne insupportable : plus de **5 000 agressions physiques par an** sont recensées, preuve que les agents travaillent dans des conditions devenues insoutenables.

Malgré l'épuisement généralisé, les personnels continuent de porter cette administration à bout de bras alors qu'ils sont écrétés, que des heures supplémentaires ne sont pas payées...

À cette pénurie de moyens humains et à cette violence endémique s'ajoute une surpopulation pénale battant tous les records : plus de **6 000 matelas au sol, 23 000 détenus au-delà de la capacité d'accueil** et près de **193 000 mesures de suivi pour les PPSMJ**.

Ces chiffres ne sont pas de simples statistiques, ils traduisent une crise systémique qui met en péril la sécurité des personnels, la dignité des personnes détenues et la crédibilité de l'institution.

Il s'agit là d'un simple constat, ni excessif, ni outrancier, ni démagogique : Il est brutal, implacable et révèle une administration à la dérive pendant que la classe politique traîne des pieds, tergiverse et brille par son inertie.

Face à ce renoncement général, **l'UNSa Justice** refuse d'être spectateur de ce désastre annoncé. Nous avons choisi l'action, le rapport de force, plutôt que la complaisance avec une administration qui sombre chaque jour un peu plus.

Récemment encore, devant l'Assemblée Nationale, **l'UNSa Justice** dénonçait avec force l'abandon total des pouvoirs publics et exigeait des mesures politiques et budgétaires à la hauteur de enjeux de cette administration. Elle a également saisi l'ensemble des députés et des sénateurs pour rappeler l'urgence absolue d'un soutien budgétaire massif, de mesures statutaires concrètes, d'un plan immédiat de résorption des postes vacants, d'investissements réels pour protéger les personnels et sauver un service public pénitentiaire en chute libre.

Concernant l'ordre du jour de ce CSA M, **l'UNSa Justice et l'USM** ne peuvent que déplorer la précipitation dans laquelle se fait la mise en place de la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Inspection Générale de l'Administration Pénitentiaire.

Derrière les effets d'annonce et les réformes de façade, cette réorganisation n'apporte aucune réponse concrète aux difficultés quotidiennes des personnels des services déconcentrés et de l'administration centrale. Elle crée au contraire un niveau hiérarchique supplémentaire, encore plus éloigné des réalités carcérales et dont la première conséquence sera d'accentuer encore davantage le fossé existant entre les décideurs et ceux qui, chaque jour, œuvrent pour faire fonctionner un service public pénitentiaire en pleine déliquescence.

Quant à l'Inspection Générale de l'Administration Pénitentiaire, c'est le retour vers un futur sombre.

C'est le retour de l'entre-soi au sein de l'administration pénitentiaire, avec aux manettes un corps de direction qui obtient satisfaction s'agissant de l'une de ses principales revendications, avec à la clé un bras disciplinaire supplémentaire, renforçant le contrôle plutôt que le soutien, la sanction plutôt que la compréhension. Le retour des bottes et des gabardines est en marche...

Ce dont les personnels ont besoin au plus vite, ce ne sont pas de structures éloignées, mais de décisions fortes, des moyens, de l'humain, une vision claire de ce que doit être l'administration pénitentiaire, son rôle et ses missions et non des discours alambiqués selon les circonstances et les interlocuteurs.

Pour l'UNSa Justice et l'USM, ces projets ne répondent ni à l'urgence, ni aux enjeux, ni aux attentes légitimes des personnels. Pire, ils ressemblent à un miroir aux alouettes.

L'UNSa Justice et l'USM refusent ainsi de servir de caution à un ministre qui n'a jamais été autant en campagne que depuis qu'il a annoncé mettre en sommeil ses ambitions personnelles.

À chacun ses priorités, ses dossiers et ses principes !

Paris, le 5 novembre 2025